

Première Synthèses Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2006

COUP DE FREIN SUR L'ACTIVITÉ MAIS CHOMAGE TOUJOURS EN BAISSÉ

Au 3^{ème} trimestre de 2006, le PIB a stagné : 0,0 %, après +1,2 % au 2^{ème} trimestre. Les créations d'emplois salariés ont été affectées par ce freinage de l'activité : elles se sont élevées à +31 000 dans les secteurs principalement marchands non-agricoles, après +58 000 au trimestre précédent. Dans le tertiaire principalement marchand, le tassement des créations d'emplois a été plus prononcé (+33 000), accentué par la stagnation de l'intérim. Les destructions d'emplois industriels (-17 000) ont été un peu moins importantes que le trimestre précédent, tandis que le rythme des créations d'emplois dans la construction est resté soutenu (+14 000). Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans les secteurs principalement non-marchands a progressé de nouveau, grâce notamment à l'accélération des entrées en Contrat d'Avenir. L'emploi total aurait ainsi progressé comme au trimestre précédent : +71 000 créations nettes d'emplois estimées, après +73 000 au 2^{ème} trimestre. Dans ce contexte, le chômage a continué de refluer : -70 000 demandeurs d'emploi au sens du BIT, après -118 000 au trimestre précédent. Le taux de chômage en France a ainsi reculé à 8,8 % à la fin du 3^{ème} trimestre de 2006, après 9,0 % à la fin du 2^{ème} trimestre. Dans la zone euro, le taux de chômage a interrompu sa baisse pour se stabiliser à 7,8 %.

Une stagnation inattendue de l'activité à l'été

Le PIB a stagné au 3^{ème} trimestre de 2006, après avoir enregistré sa plus forte progression trimestrielle depuis plus de cinq ans à +1,2 % au 2^{ème} trimestre de 2006. En glissement annuel, le PIB a ainsi ralenti à +1,8 %, après +2,6 % au 2^{ème} trimestre. Ce freinage tient d'abord au ralentissement de la demande intérieure hors stocks, qui a apporté une contribution de +0,5 point à la croissance, après +0,9 point au trimestre précédent. Ce tassement s'explique essentiellement par la faible progression de l'investissement des entreprises (+0,8 %, après +2,2 % au trimestre précédent) et des administrations publiques (-0,9 %, après +1,1 % au trimestre précédent). En revanche, la consommation des

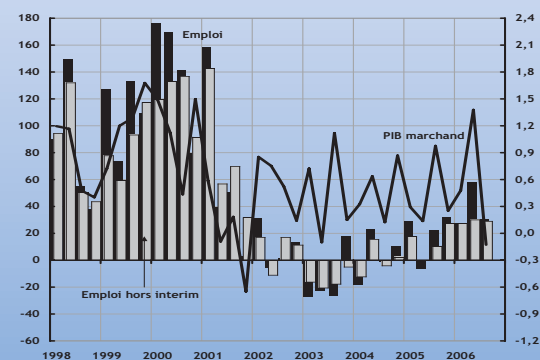
ménages est restée dynamique (+0,6 %, après +0,7 % au trimestre précédent), tout comme l'investissement en logement des ménages. Ce dynamisme persistant de la demande des ménages a coïncidé avec un net raffermissement de leur confiance au 3^{ème} trimestre de 2006, lui-même porté par l'amélioration continue du marché du travail.

La croissance a été également affectée ce trimestre par un ralentissement de la constitution des stocks, après l'important mouvement de stockage observé au 2^{ème} trimestre. Les variations de stocks ont ainsi pesé à hauteur de -0,3 point sur la croissance au 3^{ème} trimestre de 2006, après une forte contribution positive de +0,9 point au 2^{ème} trimestre.

Graphique 1
Emploi et PIB marchand non-agricole

Variation trimestrielle en milliers

T / (T-1) en pourcentage



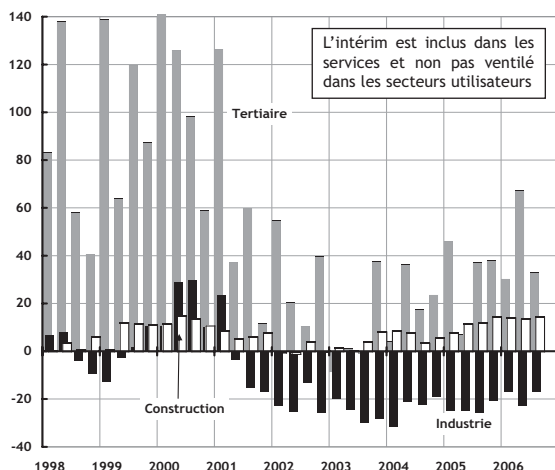
Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee (base 2000), Unédic.



Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers



Parallèlement, les échanges extérieurs ont continué de peser sur la croissance, à hauteur de -0,2 point, après -0,6 point au trimestre précédent. Après le vif rebond du 1^{er} semestre, les exportations se sont repliées au 3^{ème} trimestre de 2006: -0,7 %, après +2,9 % et +1,1 % respectivement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres. Mais dans le même temps, l'inflexion de la demande interne s'est traduite par une stagnation des importations, ce qui a permis de limiter la contribution négative des échanges à la croissance.

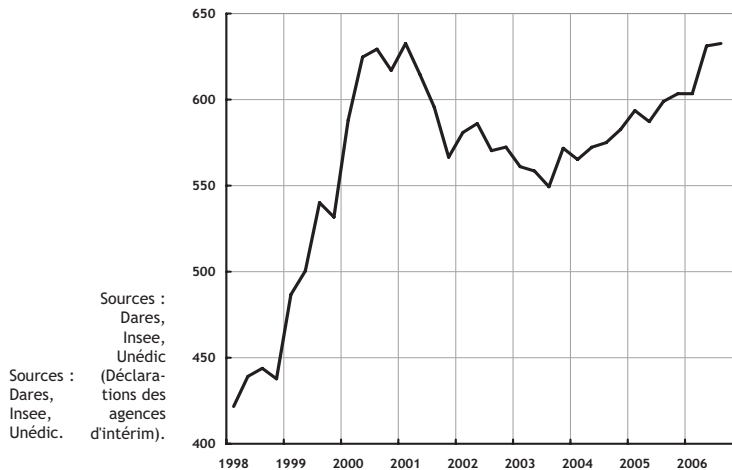
L'activité a mieux résisté à l'été dans la zone euro: le PIB a progressé de +0,5 %, après +1,0 % au trimestre précédent. Mesurée en glissement annuel, la croissance n'a que légèrement ralenti: +2,7 %, après +2,8 % au 2^{ème} trimestre de 2006.

L'emploi salarié marchand ralentit

Le ralentissement de la croissance au 3^{ème} trimestre de 2006 a pesé sur l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non-agricoles (SMNA): il n'a augmenté que de +31 000, après +58 000 au 2^{ème} trimestre (tableau 1). La hausse de l'emploi au cours des trois premiers trimestres de 2006 (+116 000) reste toutefois bien supérieure à celle enregistrée sur l'ensemble de l'année 2005 (+77 000). Ce tassement des créations d'emplois au 3^{ème} trimestre s'explique

Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



principalement par un freinage de l'emploi intérimaire, après la forte progression du trimestre précédent. Hors intérim, les créations d'emplois se stabilisent: +29 000 ce trimestre, après +30 000 et +28 000 aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres (graphique 1).

Le recul de l'emploi industriel s'est poursuivi: -17 000 postes au 3^{ème} trimestre de 2006. Ces destructions d'emplois ont cependant été moins prononcées qu'au trimestre précédent où elles atteignaient -23 000 postes (graphique 2). Les créations d'emplois dans la construction, particulièrement dynamiques depuis plusieurs trimestres, se sont maintenues à un rythme soutenu: +14 000 au 3^{ème} trimestre de 2006, comme aux deux trimestres précédents.

Dans le tertiaire principalement marchand, les créations d'emplois ont fortement ralenti au 3^{ème} trimestre: +33 000, après une hausse remarquable de +67 000 au 2^{ème} trimestre. Ce tassement tient surtout à l'important freinage de l'intérim: +1 000, après la forte hausse du 2^{ème} trimestre de +28 000. L'emploi dans l'intérim est cependant resté à un niveau élevé, comparable à celui du début de 2001 (graphique 3). Hors intérim, les créations d'emploi dans le tertiaire se sont légèrement tassées: +32 000 au 3^{ème} trimestre de

2006, après +39 000 au trimestre précédent. En dépit du dynamisme persistant de la consommation des ménages, les créations d'emplois sont restées modérées dans le secteur du commerce: +4 000, après +7 000 au 2^{ème} trimestre. L'emploi dans les services aux entreprises, hors intérim, a pour sa part ralenti ce trimestre: +8 000 postes, après +15 000 postes au trimestre précédent.

Les intentions d'embauche en Contrat Nouvelles Embauches (CNE) ont continué de se replier au 3^{ème} trimestre de 2006 en données brutes, d'après les estimations de l'Acoss: 105 000 intentions d'embauches sous CNE ont été déclarées par les entreprises, après 170 000 et 117 000 aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres.

L'emploi total aurait ainsi connu la même progression qu'au trimestre précédent: +71 000 postes estimés, après +58 000 et +72 000 aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres. La décélération de l'emploi SMNA au 3^{ème} trimestre de 2006 a en effet été compensée par l'intensification des créations d'emplois aidés dans les secteurs principalement non-marchands: +21 000 bénéficiaires, après -6 000 au trimestre précédent. La progression de l'emploi salarié privé des secteurs principalement non-marchands s'est également maintenu à un bon niveau, avec +9 000 postes au 3^{ème} trimestre, comme au trimes-

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs Fin de trimestre	2006		2005				2006			2005	2006
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	T/(T-4)
	Variation trimestrielle									En %	
Secteurs marchands (1)	15627	29	-6	23	32	28	58	31		0,4	1,0
Dont											
Industrie	3717	-25	-25	-27	-21	-17	-23	-17		-2,5	-2,0
Construction	1392	8	12	12	14	14	14	14		2,9	4,2
Tertiaire	10518	46	7	37	38	30	67	33		1,1	1,6
<i>dont intérim</i>	633	11	-6	12	4	0	28	1		4,2	5,6
Autres (2)	9491	20	18	17	17	30	14	40		0,8	1,1
Dont											
Non-marchand aidé (3)	297	-9	-16	-14	19	11	-6	21		-15,6	18,0
Non-marchand privé (4)	2008 (5)	6	8	9	6	4	9	9		1,9	1,4
Emploi total	25119	49	12	40	48	58	72	71		0,5	1,0

Sources :
Dares, Insee,
Unédic.

(1) Secteurs principalement marchands non-agricoles (EB-EP).

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs, emplois aidés des secteurs principalement non-marchands.

(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, revenu minimum d'activité (RMA).

(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

(5) Ce niveau d'emploi n'est cumulable ni avec le niveau d'emploi des secteurs principalement marchands, ni avec celui des effectifs en emplois non-marchands aidés, car de nombreux salariés travaillent dans plusieurs secteurs à la fois (multi-activité) et une partie d'entre eux bénéficie en outre d'un contrat aidé.

tre précédent. Sur un an, la progression de l'emploi total resterait ainsi soutenue: +249 000 postes, soit +1,0 % (tableau 1).

Ralentissement de la productivité et des salaires de base

Au 3^{ème} trimestre de 2006, la productivité a ralenti sensiblement du fait de la stagnation du PIB. Le glissement annuel de la productivité par tête retrouve ainsi son niveau le plus faible depuis quatre ans, à +1,1 %, après +2,4 % au trimestre précédent (graphique 4). Le ralentissement de la productivité a été plus marqué dans l'industrie et le tertiaire principalement marchand que dans la construction.

Dans le même temps, les salaires de base ont continué de ralentir doucement. Le salaire

mensuel de base (SMB) a progressé de +0,8 %, ce qui a ramené son glissement annuel à +2,7 %, contre +2,9 % au 2^{ème} trimestre de 2006 (tableau 2). Le glissement annuel des salaires de base ouvriers est resté un peu plus soutenu que celui du SMB ce trimestre, à +2,9 %, mais en repassant sous la barre des +3,0 % pour la première fois depuis la mi-2005 (graphique 5).

En effet, 2006 marque le retour au mécanisme traditionnel de revalorisation du Smic, après trois années de convergence des minima salariaux consécutives à la réduction du temps de travail. Le Smic a ainsi été revalorisé de +3,05 % au 1^{er} juillet 2006, taux inférieur aux fortes revalorisations intervenues entre 2003 et 2005 (période de convergence). En 2005, les revalorisa-

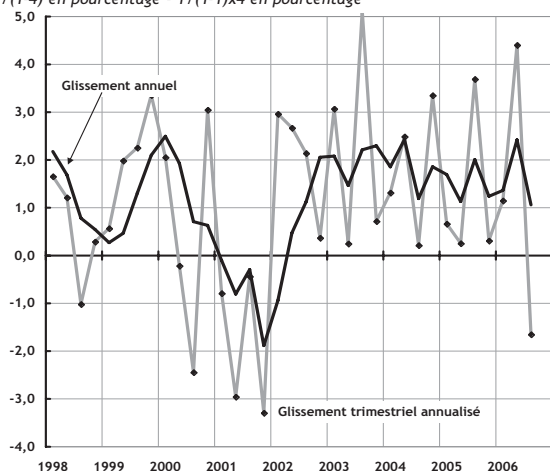
tions avaient ainsi été de +5,5 % pour le Smic et de +4,4 % pour la moyenne de l'ensemble des minima salariaux. Ces fortes revalorisations passées ont contribué sensiblement au dynamisme des salaires de base ouvriers sur la période récente.

A la faveur du net repli des prix du pétrole à la fin de l'été, l'inflation a reculé à +1,7 % en glissement annuel à l'issue du 3^{ème} trimestre de 2006, après +2,0 % à la fin du trimestre précédent. Cette baisse de l'inflation a favorisé le maintien des gains de pouvoir d'achat du SMB: +1,0 % en glissement annuel, après +0,9 % au trimestre précédent.

Les indicateurs de tensions sur le recrutement ont poursuivi leur hausse pour les familles professionnelles de l'industrie

Graphique 4
Productivité par tête

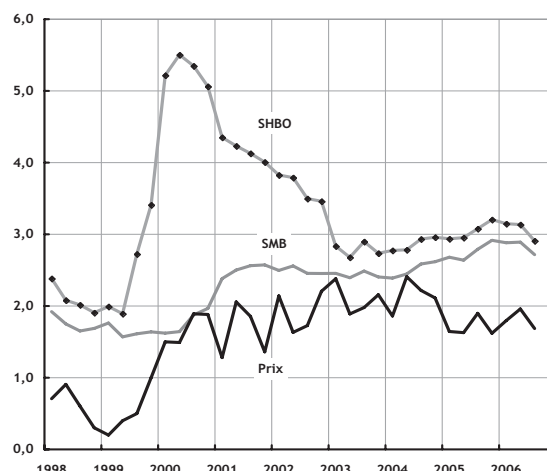
T/(T-4) en pourcentage - T/(T-1)x4 en pourcentage



Sources :
Dares,
Insee
(base
2000),
Unédic.

Graphique 5
Salaires et prix

T/(T-4) en pourcentage



Sources :
Dares,
Insee.

Champ : Secteurs principalement marchands non-agricoles.

et du tertiaire, effaçant dans ces métiers le repli ponctuel observé en début d'année (graphique 6). A l'opposé, dans les métiers du bâtiment, les indicateurs de tensions sur le recrutement ont continué de se replier.

Hausse du nombre de contrats aidés non-marchands

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés, stages de formation et dispositifs de retraits d'activité s'est replié au 3^{ème} trimestre: -15 000 bénéficiaires, après une stagnation au 2^{ème} trimestre de 2006 (tableau 3). Ce repli global masque néanmoins de fortes disparités entre les évolutions du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans les secteurs marchand et non-marchand.

Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires d'emploi aidé s'est nettement redressé: +21 000, après -6 000 au 2^{ème} trimestre. Les sorties des anciens contrats CES-CEC et emplois jeunes (-10 000 bénéficiaires) ont été plus que compensées par l'accentuation de la montée en charge du Contrat

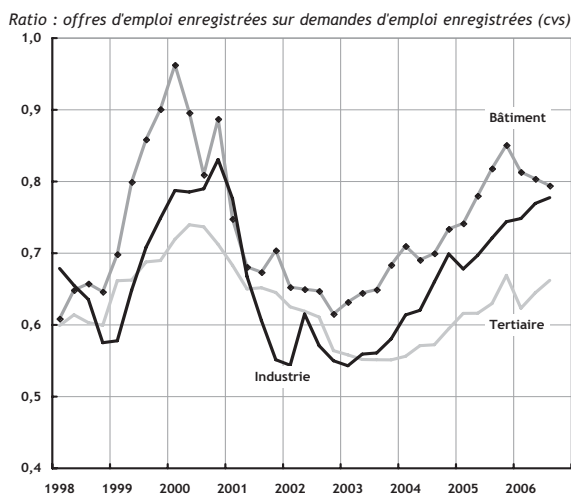
d'Avenir au 3^{ème} trimestre. Ce contrat a notamment connu un élan très prononcé en septembre (22 000 embauches), alors que les entrées étaient de l'ordre de 5 000 par mois en moyenne sur l'ensemble du 1^{er} semestre. Les opérations de recrutement dans l'Education nationale prévues pour la rentrée scolaire 2006-2007 se sont en effet concrétisées. Pour leur part, les entrées en Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi ont légèrement accéléré au 3^{ème} trimestre (20 000 entrées par mois en moyenne contre 19 000 au trimestre précédent) tandis que les sorties sont restées importantes avec l'arrivée à terme des premiers contrats (18 000 sorties en moyenne, pour le deuxième trimestre consécutif).

A l'opposé, dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a décliné au 3^{ème} trimestre (-34 000), après avoir déjà fortement ralenti sur la première moitié de l'année: +6 000 au 2^{ème} trimestre de 2006, après +26 000 au 1^{er} trimestre, hors abattement temps

partiel(1). Du fait de la volonté, inscrite dans la Loi de Finances de 2006, de réduire le recours au Contrat Initiative Emploi (CIE), les entrées ont continué de diminuer au 3^{ème} trimestre de 2006: 12 000 entrées, après 17 000 au 2^{ème} trimestre de 2006. Les CIE étant des contrats relativement longs (18 mois en moyenne en 2005), les flux de sorties des premiers entrants sont restés stables, proches de 15 000 par trimestre. Dans ces conditions, le nombre de bénéficiaires d'un CIE a légèrement diminué au 3^{ème} trimestre de 2006 (-2 000), après avoir stagné au 2^{ème} trimestre. Dans le même temps, les sorties des anciens CIE ont continué de peser sur le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur marchand (-10 000 au 3^{ème} trimestre, après -17 000 au trimestre précédent). Le déploiement des contrats de formation en alternance s'est pour-

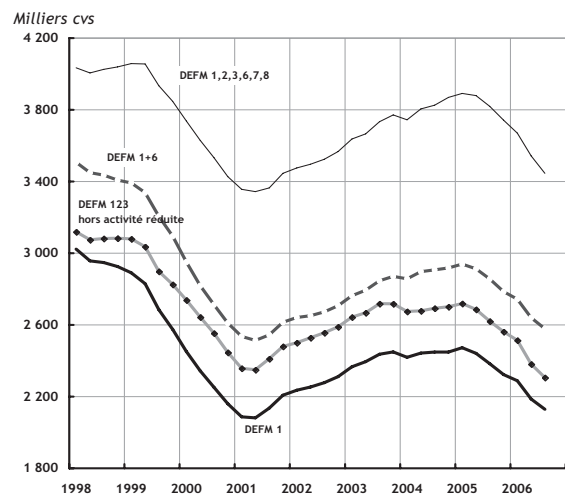
(1) - L'extinction totale du dispositif d'abattement temps partiel, dont le nombre de bénéficiaires a été ramené à zéro en début d'année 2006, s'était traduit par un recul ponctuel des effectifs en emploi aidé marchand au 1^{er} trimestre de 2006 (-35 000).

Graphique 6
Difficultés de recrutement



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

		2005				2006				2005 Croissance T/(T-4)	2006 Croissance T/(T-4)
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Variation trimestrielle en %											
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO)		0,9	0,6	1,2	0,5	0,8	0,6	1,0		3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)		0,9	0,6	1,2	0,5	0,8	0,6	1,0		3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base (SMB)		0,9	0,6	1,0	0,5	0,9	0,6	0,8		2,8	2,7
Prix (1)		0,1	0,9	0,4	0,3	0,3	1,1	0,1		1,9	1,7

Sources : Dares, Insee.

(1) - Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble.

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2005				2006				2005	2006
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées										
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	150	111	153	277	182	116	136		-1,2	-11,1
Dont :										
Abaissement de coûts salariaux	48	51	61	72	66	49	43		25,1	-28,7
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	24	15	1	0	0	0	0			
Contrat initiative emploi (PCS)	0	14	31	43	36	17	12			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	14	12	20	17	16	13	17			
Formations en alternance	79	35	71	184	91	40	70		-15,7	-2,1
Contrat d'apprentissage (3)	50	18	52	135	57	19	44			
Contrats de qualification et assimilés (4)	18	3	0	0	0	0	0			
Contrat de professionnalisation	10	14	19	49	35	22	26			
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	78	65	63	104	89	78	96		-14,9	52,3
Dont :										
CES et CEC	74	53	12	9	7	5	4			
Contrats Emploi Jeunes	3	2	1	2	1	1	1			
Contrats d'Avenir	0	1	4	12	16	16	31			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	0	9	46	82	65	57	60			
Formation des demandeurs d'emplois	144	139	139	140	134	132	132		-8,2	-5,4
Dont :										
Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	3	1	0	0	0	0	0			
Retraits d'activité	32	27	27	25	29	26	26		-9,6	-4,8
Dont :										
Dispenses de recherche d'emploi	26	24	25	23	27	24	24			
Ensemble (5)	404	343	383	546	434	352	390		-6,9	1,9
Ensemble hors abattement temps partiel	404	343	383	546	434	352	390			

Stocks de bénéficiaires	2006 T3				2006 T2				2006 T1	2005 T4	
	Stock	Variations trimestrielles des stocks			Stock	Variations trimestrielles des stocks					
Données cvs - Milliers et %									Stock T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 079	2	1	-69	10	-40	6	-34		-5,6	-5,1
Dont :											
Abaissement de coûts salariaux	387	1	-1	-45	9	-60	-12	-11		-9,3	-16,0
Abattement temps partiel	0	-5	-9	-59	-7	-66	0	0			
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	82	4	-5	-14	-16	-17	-17	-10			
Contrat initiative emploi (PCS)	94	0	13	26	35	20	1	-2			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	107	4	-1	-3	0	-2	-4	-3			
Formations en alternance	538	-4	1	-17	9	10	16	-11		-3,7	4,7
Contrat d'apprentissage (3)	372	5	10	-2	8	6	8	-12			
Contrats de qualification et assimilés (4)	22	-19	-23	-33	-43	-20	-10	-15			
Contrat de professionnalisation	144	10	14	18	45	23	18	16			
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	297	-9	-16	-14	19	11	-6	21		-15,6	18,0
Dont :											
CES et CEC	28	-1	-18	-53	-51	-30	-11	-7			
Contrats Emploi Jeunes	38	-8	-8	-8	-9	-7	-7	-3			
Contrats d'Avenir	61	0	1	4	11	14	8	24			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	168	0	9	44	68	34	5	8			
Formation des demandeurs d'emplois	235	-10	-5	-2	0	-7	0	1		-6,8	-2,3
Dont :											
Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	0	-9	-4	-1	-1	0	0	0			
Retraits d'activité	462	-2	-3	-3	0	-6	0	-3		-1,1	-1,8
Dont :											
Dispenses de recherche d'emploi	411	-1	-1	0	2	-1	4	1			
Ensemble (5)	2 073	-19	-23	-87	29	-42	0	-15		-6,1	-1,3
Ensemble hors abattement temps partiel	2 073	-14	-15	-28	37	24	0	-15			

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les données SEJE présentées pour le 3^{ème} trimestre sont corrigées de façon à anticiper les corrections ultérieures des estimations.

(3) Les données observées pour les entrées en apprentissage au mois de septembre conduisent à une sous-estimation de la situation réelle de l'apprentissage.

(4) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. Au 1^{er} trimestre de 2005, des délais d'enregistrement expliquent que des entrées sont encore observées en contrat de qualification et d'adaptation.

(5) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

suivi au 3^{ème} trimestre. La progression des entrées en Contrat de Professionnalisation (+26 000) a largement compensé les sorties des anciens dispositifs en alternance (-15 000). Enfin, 372 000 jeunes étaient comptabilisés en contrat d'apprentissage à la fin du 3^{ème} trimestre de 2006, en léger repli par rapport au trimestre précédent(2).

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un dispositif de formation s'est maintenu au 3^{ème} trimestre de

2006. En revanche, le nombre de bénéficiaires de dispositifs publics de retraits d'activité, hors départs anticipés en retraite pour carrière longue, s'est légèrement replié (-3 000). Les conditions d'accès aux dispositifs de préretraites ont en effet été durcies en 2003 avec la réforme des retraites, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail. Le nombre de bénéficiaires de Dispenses de Recherche d'Emploi (DRE) a peu varié (+1 000), après avoir augmenté

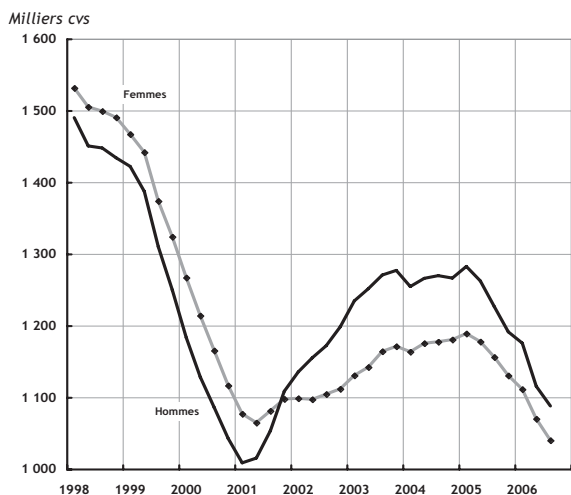
de +4 000 au 2^{ème} trimestre de 2006.

La baisse du chômage s'est poursuivie

Le nombre de chômeurs au sens du BIT a baissé de -70 000 au 3^{ème} trimestre, après -118 000

(2) - Le transfert de l'enregistrement des contrats d'apprentissage aux chambres consulaires durant l'été 2006 perturbe fortement la collecte des données à compter du mois de septembre 2006. Les retards occasionnés par ce transfert conduisent à une sous-estimation de la situation réelle de l'apprentissage et interdisent toute comparaison significative sur le passé.

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



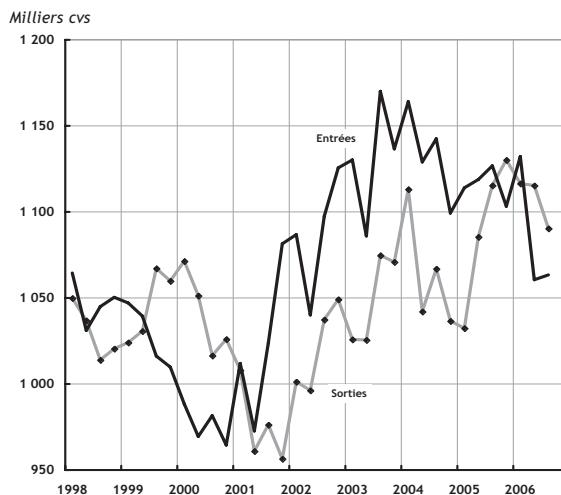
Champ : DEFM 1.

au 2^{ème} trimestre. Fin septembre 2006, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 8,8 % de la population active, contre 9,0 % fin juin. Le chômage a décliné dans les mêmes proportions, quel que soit le concept utilisé (graphique 7). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) s'est notamment replié de -57 000 au 3^{ème} trimestre de 2006, après -102 000 au trimestre précédent. Cette baisse du chômage a autant profité aux hommes qu'aux femmes ce trimestre: respectivement -27 000 et -30 000 DEFM1 (graphique 8). Au sens du concept le plus large du chômage (DEFM 123678), le nombre de demandeurs d'em-

ploi a reculé de -97 000 au 3^{ème} trimestre de 2006, après -127 000 au trimestre précédent. La baisse du chômage de longue durée, entamée au 2^{ème} semestre de 2005, s'est poursuivie: -29 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE au 3^{ème} trimestre de 2006.

Depuis trois ans, les ressources tendanciennes en main-d'œuvre ont fortement ralenti: le taux d'activité des jeunes s'est stabilisé, tandis que les départs en retraite des premières générations du baby-boom ont pris de l'ampleur. De plus, les départs anticipés en retraite pour carrière longue, prévus dans le

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



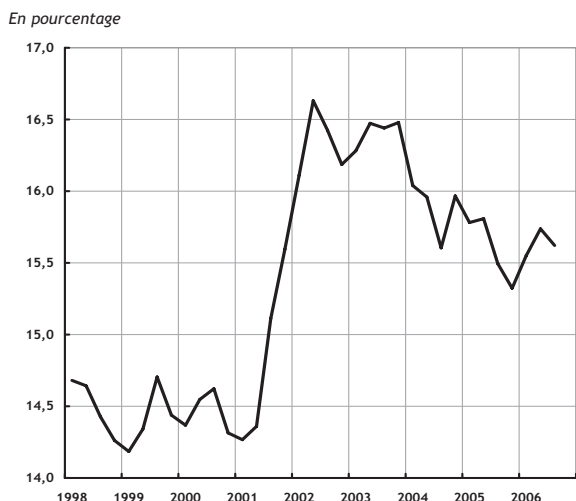
Sources : Dares, ANPE.

Champ : DEFM 1.

cadre de la réforme des retraites de 2003, se seraient maintenus à un rythme élevé jusqu'au 3^{ème} trimestre de 2006: sur le seul régime général, la CNAV a enregistré 84 000 départs anticipés entre janvier et septembre 2006, après 77 000 en 2005 sur la même période. Dans ce contexte de population active très ralentie, le dynamisme de l'emploi (+71 000) permet d'expliquer l'ampleur de la baisse du chômage (-70 000) au 3^{ème} trimestre.

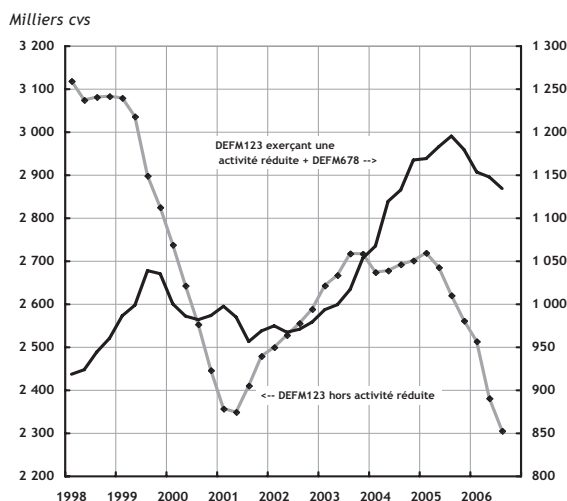
Les entrées sur les listes des DEFM1 à l'ANPE se sont stabilisées au 3^{ème} trimestre de 2006: +3 000, après une baisse importante de -72 000 au trimestre

Graphique 10
Licenciement ou entrée en PAP anticipé ou en CRP



Entrées en DEFM1
- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;
- en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP,
en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 4

Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2006		2005				2006				2005	2006
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%	
Catégorie	Niveau	Variation trimestrielle										
DEFM 1	2 129	25	-32	-58	-61	-35	-102	-57		-2,6	-10,7	
DEFM 1+6	2 579	22	-27	-56	-71	-42	-104	-61		-1,8	-9,7	
DEFM 1+2+3 hors AR	2 306	18	-33	-65	-59	-48	-133	-75		-2,7	-12,0	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 446	22	-12	-60	-77	-72	-127	-97		-0,2	-9,8	
Taux de chômage BIT (pt)		10,1	10,0	9,8	9,6	9,5	9,0	8,8		-0,2	-1,0	
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	392	7	-5	-16	-15	-7	-14	-21		-3,0	-12,6	
2 à 3 ans d'ancienneté	148	5	-5	-7	-9	1	-1	-8		-0,1	-10,3	
Plus de 3 ans d'ancienneté	129	5	3	3	0	1	-1	-1		9,3	-0,7	
Ensemble des CLD	669	16	-7	-20	-23	-5	-17	-29		-0,4	-10,0	

Sources : Dares, ANPE.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

précédent (graphique 9). Les sorties des listes de l'ANPE ont reculé de -25 000 au 3^{ème} trimestre, contribuant à freiner la baisse du chômage. Ce mouvement est principalement lié au recul des sorties de listes pour motif d'absence au contrôle ou de radiation administrative. Or une partie de ces sorties correspond traditionnellement à des reprises d'emploi non signalées à l'ANPE : celles-ci ont pu connaître ce trimestre le même ralentissement que l'emploi salarié marchand.

La part des entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en Pare-PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP) a diminué au 3^{ème} trimestre de 2006, après avoir augmenté au trimestre précédent (graphique 10). Elle a

ainsi retrouvé son niveau du 1^{er} trimestre de 2006.

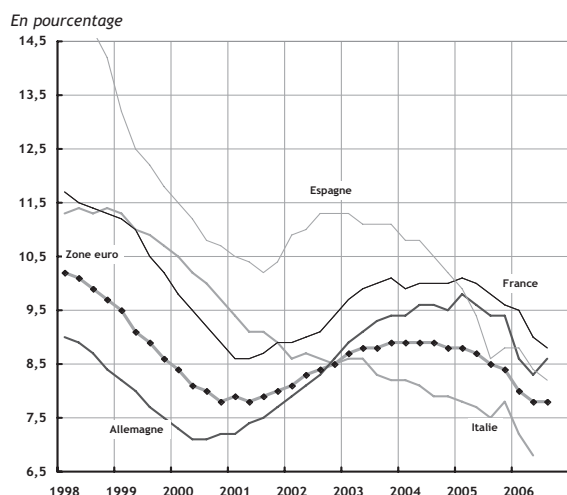
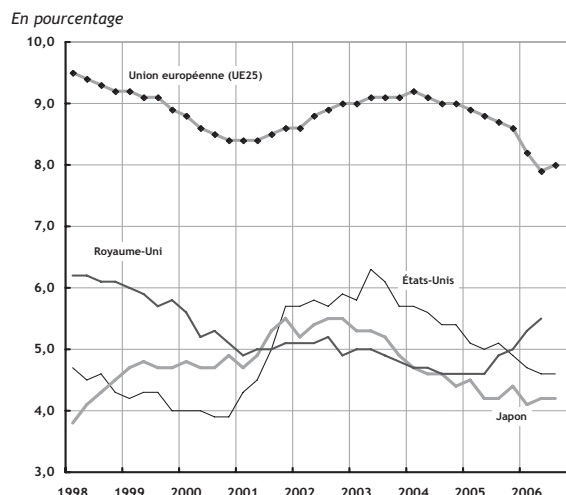
Après trois années de hausse, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite a poursuivi la baisse amorcée au 2nd semestre de 2005, sur un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent : -13 000 demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite au 3^{ème} trimestre, après -6 000 au 2^{ème} trimestre (graphique 11).

Dans la zone euro, la baisse du chômage a marqué une pause

Le PIB de la zone euro a connu un ralentissement plus modéré qu'en France au 3^{ème} trimestre de 2006. Il a progressé de +0,5 %, après +1,0 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le PIB de la zone euro demeure dynamique : +2,7 %, après +2,8 % au 2^{ème} trimestre de

2006. Cette meilleure résistance de l'activité tient notamment au raffermissement de la demande intérieure en Allemagne et à la bonne tenue de la croissance espagnole. Toutefois, l'amélioration du marché du travail européen a marqué une pause, dans le sillage de la remontée du chômage en Allemagne : le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 7,8 % fin septembre 2006, comme fin juin 2006.

L'Allemagne a contribué au maintien de la croissance européenne : le PIB allemand a continué de progresser au 3^{ème} trimestre de 2006, à +0,6 %, après +1,1 % au trimestre précédent. En particulier, la consommation des ménages a nettement accéléré, en partie du fait de l'anticipation de certains achats avant le relèvement de trois points de TVA prévu au 1^{er} janvier 2007. Le

Graphique 12
Taux de chômage en zone euroGraphique 13
Taux de chômage dans le monde

taux de chômage au sens du BIT s'est cependant redressé, passant de 8,3 % fin juin 2006 à 8,6 % fin septembre (graphique 12). Toutefois, ces évolutions trimestrielles du taux de chômage allemand doivent être prises avec beaucoup de prudence. En effet, pour comptabiliser le nombre de chômeurs, une nouvelle enquête téléphonique a été mise en place en 2005; celle-ci nécessite le recours à une méthode de corrections saisonnières encore provisoire. Il en résulte une grande volatilité de l'indicateur de taux de chômage depuis un an.

En Italie, la croissance du PIB s'est légèrement tassée: +0,3 %, après +0,6 % au 2^{ème} trimestre de 2006. Le marché du travail a poursuivi son amélioration au printemps. Le taux de chômage au sens du BIT s'est ainsi établi à 6,8 % fin juin 2006 (soit le niveau le plus bas depuis 1983),

après 7,2 % fin mars. En Espagne, la croissance du PIB est restée robuste: +0,9 % comme au trimestre précédent. Le taux de chômage a continué de se replier, atteignant là encore un plus bas historique à 8,2 %, après 8,4 % fin juin.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB s'est également maintenue au 3^{ème} trimestre de 2006: +0,7 % comme au trimestre précédent. Toutefois, la croissance actuelle n'a pas suffi à interrompre le lent redressement du taux de chômage, depuis le point bas atteint fin juin 2005 à 4,6 % (graphique 13). Le taux de chômage britannique a ainsi atteint 5,6 % fin août 2006, après 5,5 % fin mars.

Aux États-Unis, l'activité a confirmé son ralentissement: +0,4 % au 3^{ème} trimestre de 2006, après +0,6 % au 2^{ème} trimestre et +1,4 % au 1^{er} trimestre.

Dans ce contexte économique moins porteur, le taux de chômage américain est resté stable à 4,6 %, comme au trimestre précédent.

Après la forte accélération du 4^{ème} trimestre de 2005 (+1,0 % pour le PIB), la croissance japonaise s'est modérée progressivement. Elle reste cependant significative: +0,5 % au 3^{ème} trimestre, après +0,4 % au trimestre précédent. Comme aux États-Unis, le ralentissement de l'activité s'est répercuté sur le marché du travail et le taux de chômage est resté stable à 4,2 %.

Dares*

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Fanny Mikol et Fabien Toutlemonde, composée de :

Juliette Ponceau, Jean-Paul Faur, Lucie Gonzalez, Christine Lagrenne, Olivier Biau, Sandrine Mathern, Monique Meron, Mahrez Okba, Nicolas De Riccardis, Géraldine Seroussi et Xavier Viney.

PREMIÈRES INFORMATIONS
et **PREMIÈRES SYNTHÈSES**
sont édités par le Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement
Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61)
Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14)
Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89
e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferrière
et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepesant,
Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement.
Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : *La Documentation française*,
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.
Tél. : 01.40.15.70.00.
Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS
et PREMIÈRES SYNTHÈSES
Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 120 €,
CEE (TTC) 126,50 €, DOM-TOM et RP (HT) : 125,20 €,
hors CEE (TTC) 129,10 €, supplément avion rapide : 7,90 €
Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale,
et du logement
Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 1253 - 1545.

Références

- [1] Ponceau, J., De Riccardis, N. [2006] « Évolution de l'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, n°51.2, décembre.
- [2] De Riccardis, N. [2006] « L'emploi intérimaire au 3^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Mathern, S. [2006] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 3^{ème} trimestre 2006 – Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°52.1, décembre.
- [4] Dares [2006-1] « Le marché du travail en octobre 2006 » *Premières Informations*, n°49.1, décembre.
- [5] Dares [2006-2] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2^{ème} trimestre 2006 : croissance et emploi à l'unisson » *Premières Informations*, n°42.2, octobre.
- [6] Dares [2006-3] « Les tensions sur le marché du travail au 3^{ème} trimestre 2006 » *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Acoss [2006] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 3^{ème} trimestre 2006 » *Acoss Stat – Conjoncture* n°45, décembre.
- [8] Eurostat [2006] « Octobre 2006 : Chômage en baisse à 7,7 % dans la zone euro » *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°156/2006, décembre.
- [9] Insee [2006] *Note de conjoncture*, décembre.
- [10] Dares Acoss [2006] « Le contrat nouvelles embauches » *Premières Synthèses*, n°25.4, juin.
- [11] Koubi, M., Lhommeau, B. [2006] « La revalorisation du SMIC et ses effets de diffusion dans l'échelle des salaires sur la période 2001-2005 » *Premières Synthèses*, n°27.1, juillet.